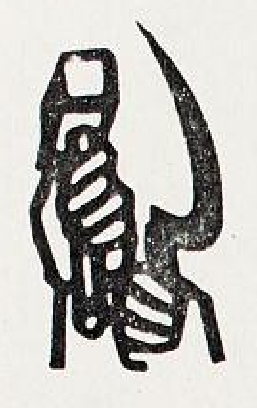


5[e] circonscription de Seine-St-Denis

Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs

Vous voulez en finir avec le régime de Giscard, Barre, et Chirac.

Sous le régime Giscard-Barre, les travailleurs vivent l'austérité, la misère, le chômage, les licenciements, comme à Noisy où 700 emplois dans la métallurgie ont disparu (SAFT fermeture prévue de l'APO, menaces sur Vallourec...), où on « comprime » les effectifs à la SNCF où il y a moins d'employés pour plus de travail...

Ils vivent la répression comme à Simca-Chrsysler (Bondy) où les patrons font régner l'ordre fasciste, plaçant les ouvriers sous la coupe de la CFT et interdisant toute existence aux sections syndicales.

Trop nombreux sont ceux qui voient leur journée démesurément allongée parce qu'ils passent 2 ou 3 heures par jour dans des moyens de transport bondés ou trop rares.

Trop nombreux sont ceux qui vivent dans les grandes cités où chacun se sent isolé, avec pour seul horizon l'autoroute, avec le bruit des voisins et des voitures, sans lieu de détente notamment pour les enfants.

Trop nombreux sont ceux qui laissent leur santé ou leur peau au service du patronat : un mort brûlé par un four au CLA, un mort écrasé par une machine au CET de Noisy ; les mains des ouvrières brûlées par l'acide à la SAFT ; et enfin des médecins-flics au service des patrons pour contrôler les arrêts maladies.

Les femmes ne peuvent plus supporter de ne pas trouver d'emplois, de se trouver en butte aux agressions, aux viols, de ne pas trouver de place pour leurs enfants dans les crèches (partout les listes d'attente sont longues). Il n'y a pas assez de centres d'orthogénie, l'avortement est loin d'être gratuit. Elles ne disposent pas librement de leur corps et de leur vie.

Les jeunes subissent l'impitoyable sélection de l'école (dans le 93, il existe une place de lycée pour 98 habitants alors qu'à Paris il y en a une pour 57 habitants), sélection qui les envoient dans des sections sans débouchés ou sur le marché du travail où avec ou sans qualification professionnelle (1 jeune sur 2), ils sont particulièrement touchés par le chômage. Ils subissent aussi le mortel ennui des banlieues : les loisirs sont inexistants ou trop chers, les concerts sont solidement encadrés par des services d'ordre qui à la porte de Pantin ont assassiné Lucien Melyion pour sa couleur de peau.

Et Giscard, Barre, Chirac, annoncent cyniquement que cela va empirer et durer. En mars 1978, la droite demande un nouveau bail, afin d'avoir les mains libres pour bloquer les salaires licencier réprimer, tuer...

Dites-lui non !
Au premier tour comme au second, pas une voix pour ses candidats !
Dehors Giscard-Barre-Chirac !

Mais que peuvent changer le Programme commun et un gouvernement de gauche ?

Pendant des années, les partis de l'Union de gauche ont présenté le Programme commun comme le grand moyen de sortir le pays de la crise, de donner satisfaction aux travailleurs et d'amorcer un profond changement de politique.

Après avoir refusé toute riposte unie et résolue contre le plan Barre et le régime de Giscard, le PC et le PS s'affrontent aujourd'hui sur des questions qui n'ont rien à voir avec les véritables exigences des travailleurs.

Ni l'un ni l'autre ne sont prêts à mener la lutte pour les 35 heures tout de suite, pour le droit au travail des femmes pour le soutien aux comités de soldats. Ils ont rivalisé de discrétion et de passivité au moment où la justice française livrait Klaus Croissant. Ils se querellent pour une poignée de filiales, mais ils sont l'un et l'autre d'accord pour que l'économie de marché, autrement dit le capitalisme et l'exploitation, demeure la règle. De même ils sont toujours d'accord pour garder Giscard, respecter la Constitution de 1958, refuser l'autodétermination des TOM-DOM, maintenir l'armement nucléaire et accepter l'Alliance atlantique.

Le Programme commun, version PC ou PS, ne peut être qu'un programme de gestion du capitalisme. Il ne permet ni de sortir de la crise ni à plus forte raison de marcher au socialisme.

Décidément ce qu'ils proposent n'est pas ce qu'attendent les travailleurs. On ne peut pas leur faire confiance. Le gouvernement constitué pour appliquer ce programme ne serait pas un gouvernement au service des travailleurs. Malgré les quelques mesures initiales favorables aux travailleurs (SMIC, augmentation des droits syndicaux...), il serait contraint, faute de rompre avec le système capitaliste, d'en subir la logique en mettant en œuvre une politique d'austérité dite de « gauche » comme le font le Parti travailliste anglais, le Parti socialiste portugais ou encore le Parti communiste italien.

Pour imposer nos revendications et sortir de la crise :
Il faut l'unité des travailleurs !
Il faut en finir avec ce regime !
Il faut rompre avec le capitalisme !
Il faut marcher au socialisme !

Une autre voie est possible

- Celle de la lutte unie des travailleurs pour la défense immédiate et intransigeante de nos revendications :
  — Le SMIC à 2 400 F et la garantie du pouvoir d'achat !
  — Un emploi pour tous et toutes !
  — La semaine de 35 heures tout de suite !

• Celle de la lutte contre toutes les formes d'oppression et de discrimination envers les femmes, les jeunes et les immigrés ; contre le programme nucléaire du gouvernement ; contre l'impérialisme français pour le droit à l'autodétermination des TOM-DOM.

Une telle llutte débouche inévitablement sur l'affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois et la nécessité de se battre pour un gouvernement au service des travailleurs, s'appuyant sur la mobilisation et l'auto-organisation des masses pour :

— exproprier les grands moyens de production et les banques, instaurer le monopole du commerce extérieur, réduire massivement le temps de travail ;

— épurer l'administration, démantéler la hiérarchie militaire, armer les travailleurs pour la défense de leurs conquêtes ;

— développer la solidarité internationale des travailleurs.

En réalité aucune de nos revendications les plus élémentaires ne pourra être satisfaite durablement sans abattre le système de profit et d'exploitation qu'est le système capitaliste.

En votant au second tour :

Pour les candidats réformistes le mieux placés, vous contribuerez à chasser la droite, sans pour autant soutenir la politique de Marchais et de Mitterand.

mais au premier tour :

Femmes : qui luttez pour le droit au travail, pour l'ouverture de crèches, d'équipements collectifs, de centres d'orthogénie pour la libre disposition de votre corps, contre les agressions, les viols...

Jeunes : qui luttez pour le droit à la parole, à la formation professionnelle indépendante des patrons, au travail, aux loisirs et à l'épanouissement...

Soldats : qui luttez pour garder sous l'uniforme les droits des travailleurs...

Travailleurs, travailleuses.

— qui refusez l'austérité de droite comme de gauche ;

— qui refusez l'isolement et les mauvaises conditions de vie des banlieues ;

— qui refusez la collaboration de classe ;

— qui voulez dire à Marchais et à Mitterand que s'ils l'emportent, il faudra compter avec vos exigences, votre vigilance, votre mobilisation.

**Votez pour vos revendications,
pour les solutions socialistes à la crise
Votez pour Marie-Golda Bobbio
enseignante militante de la
Ligue communiste révolutionnaire,
Gérard Fourneyron
ajusteur, militant de
l'Organisation communiste des travailleurs
candidate et suppléant de la liste
Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs
dans le cadre de l'accord unitaire
des révolutionnaires
(LCR-OCT-CCA)**

Pour tout contact, écrire à Jacques Guyon, BP. 11, Noisy-le-Sec.

vu la candidate

Imprimerie Rotographie